

b) de ondernemingen welke zich hoofdzakelijk inlaten met de groot- of kleinhandel van de onder a, vermelde voorwerpen.

6. Paritair Subcomité voor de orthopedische schoeisel, te weten voor de volgende bedrijfssector, met inbegrip van de voorbereiding en/of de afwerking:

a) de technische orthopedie, zijnde:

a) de vervaardiging op maat van orthopedische schoeisel in leder;

b) de vervaardiging van orthopedische instrumenten, met het oog op het redresseren van misgroeide of misvormde lichaamsdelen en het vervangen van ontbrekende lichaamsdelen, ledematen of segmenten ervan.

7. Paritair Subcomité voor de handel in ruwe huiden en vellen,

te weten de volgende activiteit: de handel in ruwe huiden en vellen bestemd voor het huiden- en lederbedrijf ».

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege:

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

b) les entreprises qui, en ordre principal, s'occupent du commerce en gros ou en détail des objets repris sous a.

6. Sous-commission paritaire pour les chaussures orthopédiques, et ce pour le secteur d'activité suivant, y compris la réparation et/ou le finissage:

la technique orthopédique, à savoir:

a) la fabrication sur mesure de chaussures orthopédiques en cuir;

b) la fabrication d'appareils orthopédiques, en vue de redresser des parties du corps atteintes de déformation ou de malformation et de remplacer des parties du corps, des membres ou des segments de membres manquants.

7. Sous-commission paritaire pour le commerce de cuirs et peaux bruts,

et ce pour l'activité suivante: le commerce de cuirs et peaux bruts destinés à l'industrie des cuirs et peaux.»

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1992.

BAUDOIN

Par le Roi:

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

COUR D'ARBITRAGE

F. 92 — 1499

[C — 21163]

Arrêt n° 34/92 du 7 mai 1992

Numéro du rôle : 281

En cause: le recours en annulation de l'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, introduit par le Conseil des Ministres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents I. Pétry et J. Delva, et des juges D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior et H. Boel, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président I. Pétry,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant:

I. *Objet de la demande*

Par requête du 16 avril 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 17 avril 1991, le Conseil des Ministres, en la personne du Premier Ministre, dont les bureaux sont établis à Bruxelles, rue de la Loi, 16, demande l'annulation de l'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, publié au *Moniteur belge* du 17 octobre 1990.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 17 avril 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi susdite par lettres recommandées à la poste le 29 avril 1991 remises aux destinataires le 2 mai 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi susdite a été publié au *Moniteur belge* du 3 mai 1991.

L'Exécutif régional wallon, dont les bureaux sont établis à 5000 Namur, rue de Fer 42, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste, le 14 juin 1991.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 20 juin 1991 et remise au destinataire le 21 juin 1991.

Le Conseil des Ministres a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 19 juillet 1991.

Par ordonnances du 17 septembre 1991 et du 6 mars 1992, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 17 avril 1992 et jusqu'au 17 octobre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 3 mars 1992, le juge L. De Grève a été désigné comme membre du siège en remplacement du juge K. Blanckaert, empêché.

Par ordonnance du 3 mars 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 26 mars 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 4 mars 1992 remises aux destinataires les 5 et 6 mars 1992.

A l'audience du 26 mars 1992 :

— ont comparu :

Me M. Verdussen, avocat du barreau de Bruxelles, *loco* Me P. Lambert et Me J.M. Van der Mersch, pour le Conseil des Ministres;

Me F.J. Masquelin, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif régional wallon;

— les juges M. Melchior et L. De Grève ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet de l'article attaqué*

Le décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies comporte onze articles.

Selon l'exposé des motifs du projet de décret, le but poursuivi par le législateur est « de regrouper au sein d'un seul décret l'ensemble des aides existant en Région wallonne en faveur de la recherche ».

L'article 1er donne différentes définitions pour l'application du décret. L'article 2 prévoit que « l'Exécutif participe au soutien de projets et au développement des technologies, soit par le moyen de la subvention, soit par le moyen de l'avance récupérable ». Les subventions et les avances récupérables font l'objet respectivement de l'article 3 et de l'article 4. Les articles 5 et 6 traitent du financement. Les articles 7 à 9 instituent un Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne. L'article 10 contient une mesure transitoire.

Seul l'article 11 est attaqué. Il s'agit d'une disposition abrogatoire formulée comme suit :

« Le présent décret remplace les dispositions visées par l'article 25 de la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970, par l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 relatif aux aides sous forme de subsides octroyées à l'industrie pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.) et par l'arrêté royal du 2 février 1982 relatif au financement d'actions et de programmes d'innovation technologique (crédit KB/AR). »

Les parties conviennent qu'il y a lieu de lire, dans cette disposition, « article 25 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique » à la place d'« article 25 de la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970 » et « arrêté royal du 2 février 1982 relatif à l'exécution d'actions et programmes d'innovation technologique » à la place d'« arrêté royal du 2 février 1982 relatif au financement d'actions et de programmes d'innovation technologique (crédit KB/AR). »

Selon le Conseil des Ministres, il conviendrait de restituer aussi à l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 son intitulé exact, en l'occurrence arrêté-loi du 27 décembre 1944 portant création d'un Institut pour l'encouragement des recherches scientifiques dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.).

Pour l'Exécutif régional wallon par contre, les mots qui suivent « arrêté-loi du 27 décembre 1944 » ne constitueraient pas une transcription erronée de l'intitulé de cet arrêté-loi, mais seraient la manifestation de la volonté du législateur régional wallon.

L'examen de la portée des mots suivant « 27 décembre 1944 » contenus dans l'article attaqué doit être joint à l'examen du fond.

IV. *En droit*

— A —

A.1. Le Conseil des Ministres invoque trois moyens.

Premier moyen

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation de l'article 107^{quater} de la Constitution ainsi que des articles 6^{bis} et 92^{bis} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988. Le requérant y fait grief à la disposition attaquée de méconnaître la compétence de l'autorité nationale à l'égard de la recherche scientifique se rapportant aux matières nationales et d'empêcher cette même autorité d'exercer les compétences visées aux articles 6^{bis}, paragraphes 3 et 4, et 92^{bis} de la loi spéciale précitée.

Le Conseil des Ministres soutient que le législateur régional wallon aurait abrogé des normes - en l'occurrence l'article 25 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et l'arrêté royal du 2 février 1982 relatif à l'exécution d'actions et programmes d'innovation technologique - qui devraient rester d'application en Région wallonne dans les matières qui ne ressortissent pas à la compétence du législateur régional. Il fait valoir que la situation née de cette abrogation ne serait pas fondamentalement différente de celle tranchée par la Cour dans l'arrêt n° 55 du 26 mai 1988. Par cet arrêt, la Cour aurait annulé une disposition abrogatoire du décret de la Région flamande du 2 juillet 1981 au motif que ladite disposition, en abrogeant l'article 3, paragraphe 2, de la loi du 26 mars 1971, avait pour effet d'enlever au Roi le pouvoir d'édicter des normes dans une matière nationale.

A.2.2. Pour l'Exécutif régional wallon, le moyen ne paraîtrait pas pouvoir être réfuté quant à l'interprétation qu'il contient de la répartition des compétences dans le domaine de la recherche scientifique.

Le moyen paraîtrait donc fondé en droit. Par contre, il devrait être réfuté en ce qu'il interpréterait erronément l'article 11 comme abrogeant purement et simplement les dispositions qui y sont visées sans prétendument se limiter aux matières relevant des compétences régionales. Sur ce point, le moyen manquerait en fait.

L'Exécutif régional wallon dénonce ensuite l'incohérence que présenterait la limitation du recours au seul article 11 et rappelle que cet article aurait été introduit dans le projet de décret suite à l'avis rendu, le 14 mai 1990, par la section de législation du Conseil d'Etat. A son estime, l'article litigieux ne pourrait être examiné sans avoir égard aux autres dispositions du décret, la validité des unes influençant la validité de l'autre. Il devrait être interprété comme n'excédant pas les compétences de la Région wallonne à l'instar de ces autres dispositions. Dans l'hypothèse où la Cour considérerait que l'article 11 serait susceptible d'interprétations divergentes, elle devrait, plutôt que l'annuler comme le demande le Conseil des Ministres, lui donner l'interprétation qui, en raison de la compétence de la Région wallonne, serait la seule constitutionnellement irréprochable, celle qui lui donnerait un sens conforme aux règles répartitrices de compétence.

A.2.3. Dans son mémoire en réponse, le Conseil des Ministres dit que la Cour ne pourrait suivre l'Exécutif régional wallon dans sa demande d'interprétation conforme. Celle-ci ne serait concevable qu'à la condition que le texte litigieux soit raisonnablement susceptible de plusieurs interprétations, c'est-à-dire lorsque sa signification n'est pas claire. Une telle méthode devrait être rejetée dès le moment où l'interprétation qui rendrait le texte conforme aux normes constitutionnelles ne pourrait s'obtenir qu'au prix d'une distorsion de ce texte. La rédaction impérative et sans équivoque de l'article 11 - qui, sans la moindre nuance, « remplace » des dispositions adoptées par le législateur national - appellerait une censure radicale, à savoir l'annulation, qui seule permettrait de rétablir la sécurité juridique.

Deuxième moyen

A.3.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 107^{quater} de la Constitution, 8, paragraphe 1er, VI, alinéa 1er, 4^o, 6bis, 9 et 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988. La partie requérante y reproche à l'article 11 de supprimer l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.).

Le Conseil des Ministres soutient que la compétence des Communautés et des Régions de créer des organismes publics, prévue par l'article 9 de la loi spéciale, se situerait dans le prolongement de leurs compétences matérielles. Il s'ensuivrait que le législateur régional wallon serait sans compétence pour supprimer un établissement public dont certaines activités resteraient liées à la sphère de compétence du législateur national et, partant, s'étendraient à toutes les Régions du Royaume, en ce compris la Région wallonne. De surcroît, l'article 6bis, paragraphe 3, de la loi spéciale attribuerait à l'autorité nationale, dans certaines limites, le pouvoir de prendre, dans le domaine de la recherche scientifique, des initiatives dans les matières qui sont de la compétence des Communautés et des Régions. A ce niveau également, l'I.R.S.I.A. conserverait un rôle important.

A.3.2. L'Exécutif régional wallon affirme que l'article 11 attaqué ne supprimerait pas l'I.R.S.I.A. A cet égard, il fait observer que l'article ne remplacerait pas « l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 portant création d'un Institut pour l'encouragement des recherches scientifiques dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) » - ce qui serait son intitulé - mais bien « les dispositions visées par l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 relatif aux aides sous forme de subsides octroyées à l'industrie » par l'I.R.S.I.A. La différence terminologique indiquerait que l'abrogation contenue dans l'article 11 ne viserait que les dispositions relatives aux aides à l'industrie par l'I.R.S.I.A. et non la suppression de l'I.R.S.I.A. lui-même ou de l'ensemble de l'arrêté-loi du 27 décembre 1944.

A.3.3. Dans son mémoire en réponse, le Conseil des Ministres déclare ne pouvoir partager l'argumentation de l'Exécutif régional wallon car l'article 11 abrogerait « les dispositions visées (...) par l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 relatif aux aides sous forme de subsides octroyées à l'industrie pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture (I.R.S.I.A.) ». Selon le Conseil des Ministres, on n'apercevrait pas la raison qui permettrait à l'Exécutif régional wallon d'affirmer que cette phrase ne viserait en réalité que les dispositions relatives aux aides et non la suppression de l'I.R.S.I.A. lui-même ou de l'intégralité de l'arrêté-loi du 27 décembre 1944. En tout cas, le rôle de la Cour ne serait pas de procurer aux différents législateurs des versions remaniées des textes qui lui sont déférés.

Troisième moyen

A.4.1. Le troisième moyen est invoqué à titre subsidiaire. Il est pris de la violation des articles 107^{quater} de la Constitution, 2 et 19, paragraphe 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988. Le Conseil des Ministres y critique le fait que l'article 11 attaqué ne limiterait pas l'abrogation qu'il opère à la seule Région wallonne. Par conséquent, il demande à la Cour de dire pour droit que l'article 11 viole les règles répartitrices de compétence dans la mesure où l'abrogation des dispositions qui y sont visées s'étend au-delà du territoire de la Région wallonne.

A.4.2. Selon l'Exécutif régional wallon, le troisième moyen rejoindrait, dans son principe, la thèse de la Région wallonne puisqu'il y serait demandé de mettre en oeuvre la technique de l'interprétation conforme ou conciliante. L'Exécutif régional wallon dit ne pouvoir rejoindre la formulation de ce moyen qui serait contradictoire. En effet, le Conseil des Ministres demanderait à la Cour de dire pour droit que l'article 11 viole les règles répartitrices dans la mesure où l'abrogation s'étend au-delà de la Région wallonne, ce qui serait loin de l'interpréter de manière conforme à la Constitution.

A.4.3. Dans son mémoire en réponse, le Conseil des Ministres rappelle que le moyen viserait l'hypothèse où la Cour considérerait soit que la Région wallonne pouvait abroger les dispositions désignées à travers l'article 11 soit que la Région wallonne ne pouvait les abroger que dans la mesure où cette abrogation ne vaut que pour les matières régionales. Pour le Conseil des Ministres, une telle décision ne serait pas suffisante car elle se situerait uniquement sur le plan de la compétence ratione materiae. Dans cette hypothèse, la Cour devrait prononcer également une annulation ratione loci. De l'avis du Conseil des Ministres, la technique préconisée ne serait qu'une variante de l'interprétation conforme ou conciliante : il s'agirait en fait des deux faces de la même médaille.

— B —

Sur l'ensemble des moyens

B.1. L'article 6bis, paragraphes 1er et 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, introduit par la loi spéciale du 8 août 1988, répartit la compétence de régler la recherche scientifique entre les différents législateurs selon le système dit de l'exercice parallèle de compétences exclusives : chaque législateur - national, communautaire, régional - est compétent pour régler la recherche scientifique se rapportant aux matières qui ressortissent à ses compétences. La répartition des compétences ainsi opérée connaît cependant une exception : l'article 6bis, paragraphe 3, de la loi spéciale précitée autorise l'autorité nationale, dans deux cas et moyennant le respect de la procédure prévue, à prendre des initiatives, à créer des structures et à prévoir des moyens financiers pour la recherche scientifique dans les matières qui sont de la compétence des Communautés et des Régions.

B.2.1. Le Conseil des Ministres reproche à l'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 d'abroger trois normes permettant à l'autorité nationale d'exercer ses compétences dans le domaine de la recherche scientifique. Ce faisant, le législateur régional wallon aurait excédé tant sa compétence matérielle - laquelle se trouve limitée à la recherche scientifique se rapportant aux matières régionales - que sa compétence territoriale - laquelle ne peut excéder le territoire de la Région wallonne.

Se fondant sur la formulation de l'article litigieux, l'Exécutif régional wallon conteste que ledit article ait abrogé, dans son intégralité ou en ce qu'il concerne l'I.R.S.I.A., l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 portant création d'un Institut pour l'encouragement des recherches scientifiques dans l'industrie et l'agriculture.

B.2.2. L'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 abroge l'article 25 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ainsi que l'arrêté royal du 2 février 1982 relatif à l'exécution d'actions et programmes d'innovation technologique. Il abroge aussi, dans son intégralité, l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 portant création d'un Institut pour l'encouragement des recherches scientifiques dans l'industrie et l'agriculture. Le mot « relatif » utilisé après « 27 décembre 1944 » indique clairement que celui-ci se rapporte à « arrêté-loi » et non aux dispositions concernant les aides. Le législateur régional n'est pas compétent pour abroger purement et simplement ne fût-ce que certaines dispositions de l'arrêté-loi précité.

B.3. La Cour constate que l'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 abroge purement et simplement :

- l'article 25 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique,
- l'arrêté-loi du 27 décembre 1944 portant création d'un Institut pour l'encouragement des recherches scientifiques dans l'industrie et l'agriculture,
- l'arrêté royal du 2 février 1982 relatif à l'exécution d'actions et programmes d'innovation technologique.

Ce faisant, ledit article 11 prive l'autorité nationale de normes lui permettant, dans tout le Royaume, en ce compris en Région wallonne, l'exercice de ses compétences dans le domaine de la recherche scientifique.

B.4. La Cour constate que l'interprétation conforme demandée par l'Exécutif régional wallon ne permettrait pas de lever l'équivoque de la portée de l'abrogation de l'arrêté-loi du 27 décembre 1944. Par contre, les articles 1er à 10 du décret s'entendent comme réglant la recherche scientifique se rapportant aux matières régionales, pour le territoire de la Région wallonne. Dans les mêmes limites, ils abrogent implicitement mais certainement les dispositions légales qui leur sont contraires.

Les deux moyens invoqués à titre principal sont fondés.

Par ces motifs,

La Cour

annule l'article 11 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 7 mai 1992, par le siège précité dans lequel le juge M. Melchior, légitimement empêché, a été remplacé pour le présent prononcé par le juge P. Martens, conformément à l'ordonnance de ce jour du président en exercice I. Pétry.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

I. Pétry.

ARBITRAGEHOF

N. 92 — 1499

[C — 21163]

Arrest nr. 34/92 van 7 mei 1992

Rolnummer 281

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën), ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters I. Pétry en J. Delva, en de rechters D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior en H. Boel, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter I. Pétry,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij verzoekschrift van 16 april 1991, aan het Hof gericht bij ter post aangetekende brief met dezelfde datum en ter griffie ontvangen op 17 april 1991, vraagt de Ministerraad, in de persoon van de Eerste Minister, met ambtswoning te Brussel, Welstraat 16, de vernietiging van artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën) bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 oktober 1990.

II. *Rechtspleging*

Bij beschikking van 17 april 1991 heeft de voorzitter in functie, conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de leden van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Conform artikel 76 van de voormelde wet is van het beroep kennisgegeven bij ter post aangetekende brieven van 29 april 1991, die op 2 mei 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 3 mei 1991 bekendgemaakt.

De Waalse Gewestexecutieve, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 5000 Namen, rue de Fer 42, heeft bij ter post aangetekende brief van 14 juni 1991 een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet is een afschrift van die memorie overgezonden bij ter post aangetekende brief van 20 juni 1991, die op 21 juni 1991 aan de geadresseerde ter hand is gesteld.

De Ministerraad heeft een memorie van antwoord ingediend bij ter post aangetekende brief van 19 juli 1991.

Bij beschikkingen van 17 september 1991 en 6 maart 1992, heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 17 april 1992 en 17 oktober 1992.

Bij beschikking van 3 maart 1992 is rechter L. De Grève als lid van de zetel aangewezen ter vervanging van rechter K. Blanckaert, verhinderd.

Bij beschikking van 3 maart 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 26 maart 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven, en zij en hun advocaten zijn van de datum van de terechtzitting op de hoogte gebracht bij ter post aangetekende brieven van 4 maart 1992, die op 5 en 6 maart 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op de terechtzitting van 26 maart 1992 :

— zijn verschenen :

Mr. M. Verdussen, advocaat bij de balie te Brussel, loco Mr. P. Lambert en Mr. J.M. Van der Mersch, voor de Ministerraad;

Mr. F.J. Masquelin, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben de rechters M. Melchior en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van het aangevochten artikel

Het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën omvat elf artikelen.

Volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet heeft de wetgever tot doel « alle vormen van bijstand in het Waalse Gewest ten voordele van het onderzoek in één enkel decreet samen te brengen ».

Artikel 1 geeft verschillende definities voor de toepassing van het decreet. Artikel 2 bepaalt dat « de Executieve deelneemt aan de steun van ontwerpen voor onderzoek en ontwikkeling van de technologieën, hetzij bij wijze van toelagen, hetzij bij wijze van invorderbare voorschotten ». De subsidies en de invorderbare voorschotten zijn respectievelijk in artikel 3 en artikel 4 behandeld. De artikelen 5 en 6 hebben betrekking op de financiering. De artikelen 7 tot 9 stellen een Oriëntatiecomité in voor de promotie van het onderzoek en de technologieën in het Waalse Gewest. Artikel 10 bevat een overgangsmaatregel.

Enkel artikel 11 wordt aangevochten. Het gaat om een opheffingsbepaling die als volgt is geformuleerd :

« Onderhavig decreet vervangt de bepalingen bedoeld in artikel 25 van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie, in de besluitwet van 27 december 1944 betreffende de hulp door subsidies toegekend aan de industrie voor de aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw (I.W.O.N.L.) en in het koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing (krediet KB/AR). »

De partijen zijn het erover eens dat in die bepaling moet worden gelezen « artikel 25 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie » in de plaats van « artikel 25 van de wet van 30 december 1970 voor de economische expansie » en « koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing » in de plaats van « koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de financiering van acties en programma's voor technologische vernieuwing (krediet KB/AR) ».

Volgens de Ministerraad dient aan de besluitwet van 27 december 1944 ook het juiste opschrift te worden gegeven, met name « besluitwet van 27 december 1944 houdende oprichting van een Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw » (I.W.O.N.L.).

Volgens de Waalse Gewestexecutieve daarentegen, zijn de woorden die volgen na « besluitwet van 27 december 1944 » geen verkeerde weergave van het opschrift van die besluitwet, maar de uiting van de wil van de Waalse gewestwetgever.

De draagwijdte van de woorden na « 27 december 1944 » in het aangevochten artikel, moet samen met de grond van de zaak worden onderzocht.

IV. In rechte

— A —

A.1. De Ministerraad voert drie middelen aan.

Eerste middel

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van artikel 107^{quater} van de Grondwet, alsmede van artikel 6bis en artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988. De verzoekende partij verwijt de aangevochten bepaling dat zij de bevoegdheid van de nationale overheid inzake het wetenschappelijk onderzoek dat betrekking heeft op de nationale aangelegenheden schendt en diezelfde overheid verhindert de bevoegdheden uit te oefenen die zijn bedoeld in de artikelen 6bis, paragrafen 3 en 4, en 92bis van de voormelde bijzondere wet.

De Ministerraad voert aan dat de Waalse gewestwetgever normen heeft opgeheven - ten deze artikel 25 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en het koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing - die in het Waalse Gewest van toepassing dienen te blijven in de aangelegenheden die niet tot de bevoegdheid van de gewestwetgever behoren. Hij doet gelden dat de situatie die door die opheffing is ontstaan, niet fundamenteel verschilt van de situatie die het Hof heeft beslecht in arrest nr. 55 van 26 mei 1988. Met dat arrest heeft het Hof een opheffingsbepaling van het decreet van het Vlaamse Gewest van 2 juli 1981 vernietigd op grond dat die bepaling, door artikel 3, paragraaf 2, van de wet van 26 maart 1971 op te heffen, tot gevolg had dat de Koning niet meer bevoegd was om in een nationale aangelegenheid normen uit te vaardigen.

A.2.2. Volgens de Waalse Gewestexecutieve lijkt het middel niet te kunnen worden weerlegd wat zijn interpretatie betreft van de bevoegdheidsverdeling op het vlak van het wetenschappelijk onderzoek.

Het middel lijkt dus in rechte gegrond. Het moet daarentegen worden weerlegd in zoverre het artikel 11 verkeerd uitlegt in die zin dat dat artikel de daarin beoogde bepalingen gewoonweg zou opheffen, zonder zich zagezegd te beperken tot de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van het Gewest behoren. In dat opzicht mist het middel feitelijke grondslag.

De Waalse Gewestexecutieve klaagt vervolgens de incoherentie aan als gevolg van de beperking van het beroep tot artikel 11 en herinnert eraan dat dit artikel in het ontwerp van decreet is opgenomen ingevolge het advies van 14 mei 1990 van de afdeling wetgeving van de Raad van State. Volgens haar kan het bestreden artikel niet worden onderzocht zonder de andere bepalingen van het decreet in aanmerking te nemen, aangezien de geldigheid van de ene bepalingen de geldigheid van de andere beïnvloedt. Het zou in die zin moeten worden uitgelegd dat het de bevoegdheden van het Waalse Gewest niet overschrijdt, net zoals die andere bepalingen. Mocht het Hof van oordeel zijn dat er voor artikel 11 uiteenlopende interpretaties mogelijk zijn, dan zou het, in plaats van dat artikel te vernietigen, zoals de Ministerraad het vraagt, er veeleer een interpretatie aan moeten geven die, om reden van de bevoegdheid van het Waalse Gewest, de enige grondwettelijk onberispelijke is, met name de interpretatie die er een zin aan zou geven die in overeenstemming is met de bevoegdheidsverdelende regels.

A.2.3. In zijn memorie van antwoord zegt de Ministerraad dat het Hof de Waalse Gewestexecutieve in haar vraag naar een conforme interpretatie niet kan volgen. Die conforme interpretatie zou slechts denkbaar zijn op voorwaarde dat voor de bestreden tekst redelijkerwijs verschillende interpretaties mogelijk zijn, dit wil zeggen, wanneer de betekenis ervan niet duidelijk is. Een dergelijke methode dient te worden verworpen wanneer de interpretatie die de tekst in overeenstemming brengt met de grondwettelijke normen, slechts mogelijk is ten koste van een vervorming van die tekst. De gebiedende en ondubbelzinnige formulering van artikel 11 - dat zonder de minste nuancering bepalingen die door de nationale wetgever zijn aangenomen « vervangt » - vraagt om een radicale aanpak, met name de vernietiging, die als enige de rechtszekerheid kan herstellen.

Tweede middel

A.3.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 107^{quater} van de Grondwet, 6, paragraaf 1, VI, eerste lid, 4^e, 6bis, 9 en 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988. De verzoekende partij verwijt artikel 11 het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (I.W.O.N.L.) af te schaffen.

De Ministerraad betoegt dat de bij artikel 9 van de bijzondere wet voorgeschreven bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten om openbare instellingen op te richten, in het verlengde van hun materiele bevoegdheden ligt. Daaruit volgt dat de Waalse gewestwetgever niet bevoegd is om een openbare instelling af te schaffen waarvan sommige activiteiten tot de bevoegdheidsfeer van de nationale wetgever blijven behoren en derhalve voor alle Gewesten van het Koninkrijk, met inbegrip van het Waalse Gewest, gelden. Bovendien kent artikel 6bis, paragraaf 3, van de bijzondere wet aan de nationale overheid, binnen bepaalde grenzen, de bevoegdheid toe om voor het wetenschappelijk onderzoek initiatieven te nemen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoren. Ook op dat vlak behoudt het I.W.O.N.L. een belangrijke rol.

A.3.2. De Waalse Gewestexecutieve voert aan dat het bestreden artikel 11 het I.W.O.N.L. niet afschaft. In dat opzicht doet zij opmerken dat het artikel niet « de besluitwet van 27 december 1944 houdende oprichting van een Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw (I.W.O.N.L.) » - het opschrift van de besluitwet - vervangt maar wel « de bepalingen beoogd door de besluitwet van 27 december 1944 betreffende de hulp door subsidies toegekend aan de industrie » door het I.W.O.N.L. Het verschil in terminologie wijst erop dat de bij artikel 11 voorgeschreven opheffing enkel de bepalingen betreffende de hulp aan de industrie door het I.W.O.N.L. beoogt en niet de opheffing van het I.W.O.N.L. zelf of van het geheel van de besluitwet van 27 december 1944.

A.3.3. In zijn memorie van antwoord verklaart de Ministerraad het niet eens te zijn met de argumenten van de Waalse Gewestexecutieve omdat artikel 11 « de bepalingen (opheft) die zijn beoogd (...) door de besluitwet van 27 december 1944 betreffende de hulp door subsidies toegekend aan de industrie voor de aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw (I.W.O.N.L.) ». De Ministerraad ziet niet op welke grond de Waalse Gewestexecutieve beweert dat die zin in werkelijkheid enkel de bepalingen betreffende de hulp beoogt en niet de afschaffing van het I.W.O.N.L. zelf of van de volledige besluitwet van 27 december 1944. In ieder geval is het niet de taak van het Hof aan de onderscheiden wetgevers herwerkte versies van ter toetsing voorgelegde teksten te geven.

Derde middel

A.4.1. Het derde middel is subsidiair aangevoerd. Het is afgeleid uit de schending van de artikelen 107quater van de Grondwet, 2 en 19, paragraaf 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988. De Ministerraad heeft kritiek op het feit dat het aangevochten artikel 11 de opheffing niet beperkt tot het Waalse Gewest. Bijgevolg vraagt de Ministerraad aan het Hof voor recht te zeggen dat artikel 11 de bevoegdheidsverdelende regels schendt in zover de opheffing van de erin beoogde bepalingen verder reikt dan het grondgebied van het Waalse Gewest.

A.4.2. Volgens de Waalse Gewestexecutieve stemt het derde middel in beginsel overeen met de stelling van het Waalse Gewest aangezien daarin is gevraagd de techniek van de zogenoemde conforme of in overeenstemming brengende interpretatie in werking te stellen. De Waalse Gewestexecutieve zegt dat zij het niet eens kan zijn met de formulering van dat middel, die volgens haar tegenstrijdig is. De Ministerraad vraagt immers aan het Hof voor recht te zeggen dat artikel 11 de bevoegdheidsverdelende regels schendt in zover de opheffing verder reikt dan het Waalse Gewest, wat hoegenaamd geen interpretatie in overeenstemming met de Grondwet is.

A.4.3. In zijn memorie van antwoord herinnert de Ministerraad aan het feit dat het middel het geval beoogt waarin het Hof van mening is ofwel dat het Waalse Gewest de via artikel 11 aangeduide bepalingen kon opheffen, ofwel dat het Waalse Gewest ze slechts kon opheffen in zover die opheffing enkel geldt voor de gewestelijke aangelegenheden. Volgens de Ministerraad zou een dergelijke beslissing niet voldoende zijn want zij zou enkel betrekking hebben op de bevoegdheid *ratione materiae*. In dat geval zou het Hof ook een vernietiging *ratione loci* moeten uitspreken. Naar het oordeel van de Ministerraad is de overwogen techniek slechts een variante van de conforme of in overeenstemming brengende interpretatie : het gaat in feite om de twee zijden van dezelfde medaille.

— B —

Over het geheel van de middelen .

B.1. Artikel 6bis, paragrafen 1 en 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ingevoerd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, verdeelt de bevoegdheid om het wetenschappelijk onderzoek te regelen tussen de onderscheiden wetgevers volgens het zogenoemde stelsel van de parallelle uitoefening van de exclusieve bevoegdheden : iedere wetgever - de nationale, de gemeenschaps-, de gewestwetgever - is bevoegd om het wetenschappelijk onderzoek te regelen met betrekking tot de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren. Op de aldus tot stand gebrachte bevoegdheidsverdeling is er evenwel een uitzondering : artikel 6bis, paragraaf 3, van de voormelde bijzondere wet staat de nationale overheid toe in twee gevallen en mits inachtneming van de voorgeschreven procedure, initiatieven te nemen, structuren op te zetten en in financiele middelen te voorzien voor het wetenschappelijk onderzoek in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen of de Gewesten behoren.

B.2.1. De Ministerraad verwijt artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 dat het drie normen opheft die de nationale overheid in staat stellen haar bevoegdheden op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek uit te oefenen. Op die manier zou de Waalse gewestwetgever zowel zijn materiele bevoegdheid - die wordt beperkt tot het wetenschappelijk onderzoek dat betrekking heeft op de gewestelijke aangelegenheden - als zijn territoriale bevoegdheid - die niet verder kan reiken dan het grondgebied van het Waalse Gewest - hebben overschreden.

Zich baserend op de formulering van het bestreden artikel betwist de Waalse Gewestexecutieve dat het betrokken artikel de besluitwet van 27 december 1944 houdende oprichting van een Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw in haar geheel of in zover zij betrekking heeft op het I.W.O.N.L., zou hebben opgeheven.

B.2.2. Artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 bepaalt dat artikel 25 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie alsmede het koninklijkbesluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing worden opgeheven. Het heft ook de volledige besluitwet op van 27 december 1944 houdende oprichting van een Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw. Het woord « betreffende » na « 27 december 1944 » geeft duidelijk aan dat het betrekking heeft op de « besluitwet » en niet op de bepalingen betreffende de hulp. De gewestwetgever is niet bevoegd om zomaar enkele bepalingen van de voormelde besluitwet op te heffen.

B.3. Het Hof stelt vast dat artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990, zomaar opheft :

- het artikel 25 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie;
- de besluitwet van 27 december 1944 houdende oprichting van een Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw;
- het koninklijk besluit van 2 februari 1982 betreffende de uitvoering van acties en programma's voor technologische vernieuwing.

Aldus ontzegt artikel 11 aan de nationale overheid normen op grond waarvan zij in heel het Koninkrijk, met inbegrip van het Waalse Gewest, haar bevoegdheden op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek kan uitoefenen.

B.4. Het Hof stelt vast dat de door de Waalse Gewestexecutieve gevraagde conforme interpretatie de dubbelzinnigheid van de draagwijdte van de opheffing van de besluitwet van 27 december 1944 niet kan wegnemen. De artikelen 1 tot 10 van het decreet daarentegen dienen in die zin te worden begrepen dat zij het wetenschappelijk onderzoek regelen dat betrekking heeft op de gewestelijke aangelegenheden, voor het grondgebied van het Waalse Gewest. Binnen dezelfde grenzen heffen zij impliciet maar zeker de wetsbepalingen op die ermee strijdig zijn.

De twee in hoofdorde aangevoerde middelen zijn gegrond.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt artikel 11 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 7 mei 1992 door voormelde zéteel waarin rechter M. Melchior, wettig verhinderd, voor onderhavige uitspraak vervangen is door rechter P. Martens, conform de beschikking van heden van voorzitter in functie I. Pétry.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

I. Pétry.

SCHIEDSHOF

D. 92 — 1499

[C — 21163]

Urteil nr. 34/92 vom 7. Mai 1992

Geschäftsverzeichnissnr. 281.

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien), erhoben vom Ministerrat.

Der Schiedshof

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden I. Pétry und J. Delva, und den Richtern D. André, L. De Grève, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz der Vorsitzenden I. Pétry,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 16. April 1991, die dem Hof mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem und am 17. April 1991 bei der Kanzlei eingegangenem Einschreibebrief zugesandt wurde, beantragt der Ministerrat, in der Person des Premierministers, mit Amtssitz in Brüssel, rue de la Loi 16, die Nichtigerklärung von Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Oktober 1990.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 17. April 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben geurteilt, daß es im vorliegenden Fall keinen Anlaß zur Anwendung der Artikel 71 ff. des vorgenannten Sondergesetzes gibt.

Gemäß Artikel 76 des vorgenannten Gesetzes wurde die Klage mit am 29. April 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 2. Mai 1991 den Adressaten zugestellt worden sind, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des vorgenannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. Mai 1991.

Die Wallonische Regionalexekutive, mit Büros in 5000 Namur, rue de Fer 42, hat mit am 14. Juni 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurde eine Abschrift dieses Schriftsatzes mit am 20. Juni 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief, der am 21. Juni 1991 dem Adressaten zugestellt worden ist, übermittelt.

Der Ministerrat hat mit am 19. Juli 1991 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnungen vom 17. September 1991 und 6. März 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 17. April 1992 bzw. 17. Oktober 1992 verlängert.

Durch Anordnung vom 3. März 1992 wurde der Richter L. De Grève in Vertretung des verhinderten Richters K. Blanckaert zum Mitglied der Besetzung bestimmt.

Durch Anordnung vom 3. März 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 26. März 1992 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurde die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminfestsetzung informiert worden sind; dies erfolgte mit am 4. März 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die am 5. und 6. März 1992 den jeweiligen Adressaten zugestellt worden sind.

In der Sitzung vom 26. März 1992

— erschienen

RA M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, loco RA P. Lambert und RA J.M. Van der Mersch, für den Ministerrat,

RA F.J. Masquelier, in Brüssel zugelassen, für die Wallonische Regionalexekutive,

— haben die Richter M. Melchior und L. De Grève Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand des angefochtenen Artikels

Das Dekret der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien umfaßt elf Artikel.

Laut der Begründungsschrift zum Dekretsentwurf bezweckte der Dekretgeber, « alle in der Wallonischen Region zugunsten der Forschung bestehenden Beihilfen in einem einzigen Dekret zusammenzufassen. »

Artikel 1 enthält mehrere Definitionen zum Zwecke der Anwendung des Dekrets. Artikel 2 bestimmt: « Die Exekutive beteiligt sich an der Unterstützung von Forschungsprojekten und an der Entwicklung der Technologien, entweder durch die Subvention oder durch den beitreibbaren Vorschuß. » Die Subventionen und die beitreibbaren Vorschüsse werden in Artikel 3 bzw. Artikel 4 behandelt. Die Artikel 5 und 6 beziehen sich auf die Finanzierung. Die Artikel 7 und 9 schaffen einen Beratungsausschuß für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region. Artikel 10 enthält eine Übergangsmaßnahme.

Nur Artikel 11 wird angefochten. Es handelt sich um eine Aufhebungsbestimmung, die folgendermaßen lautet:

« Das vorliegende Dekret ersetzt die Bestimmungen, die im Artikel 25 des Gesetzes über den Wirtschaftsaufschwung vom 30. Dezember 1970, im Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 über die Beihilfen in Form von Zuschüssen, die durch die Industrie für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft gewährt sind, und im königlichen Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Finanzierung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung (Kredit KB/AR) erwähnt sind. »

Die Parteien sind sich darüber einig, daß in dieser Bestimmung (im französischen Text) « article 25 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique » statt « article 25 de la loi d'expansion économique du 30 décembre 1970 » zu lesen ist, und « im königlichen Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Durchführung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung » statt « im königlichen Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Finanzierung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung (Kredit KB/AR). »

Dem Ministerrat zufolge soll dem Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 auch seine richtige Überschrift zurückgegeben werden, und zwar « Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 zur Gründung eines Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft. »

Die Wallonische Regionalexekutive meint hingegen, die Wortfolge nach « Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 » sei keine falsche Wiedergabe der Überschrift dieses Gesetzeserlasses, sondern die Willensäußerung des wallonischen Regionaldekretgebers.

Die Tragweite der Wortfolge nach « 27. Dezember 1944 » im angefochtenen Artikel ist zusammen mit der Hauptsache zu prüfen.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

A.1. Der Ministerrat bringt drei Klagegründe vor.

Erster Klagegrund

A.2.1. Der erste Klagegrund beruht auf der Verletzung von Artikel 107^{quater} der Verfassung sowie der Artikel 6bis und 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung. Die klagende Partei wirft der angefochtenen Bestimmung vor, daß sie die Zuständigkeit der nationalen Obrigkeit im Bereich der wissenschaftlichen Forschung, die sich auf die nationalen Angelegenheiten beziehe, verletze und dieselbe Obrigkeit daran hindere, jene Zuständigkeiten auszuüben, auf die sich die Artikel 6bis § 3. und 4 und 92bis des vorgenannten Sondergesetzes bezögen.

Der Ministerrat führt aus, daß der wallonische Regionaldekretgeber Rechtsnormen - in vorliegender Angelegenheit Artikel 25 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung und den königlichen Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Durchführung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung - aufgehoben habe, die in der Wallonischen Region in den Angelegenheiten, die nicht zum Kompetenzbereich des Regionaldekretgebers gehörten, anwendbar bleiben sollten. Er macht geltend, daß die durch diese Aufhebung entstandene Situation sich nicht grundsätzlich von jener Situation unterscheide, über die der Hof in seinem Urteil Nr. 55 vom 26. Mai 1988 befunden habe. Mit diesem Urteil habe der Hof eine Aufhebungsbestimmung des Dekrets der Flämischen Region vom 2. Juli 1981 mit der Begründung für nichtig erklärt, daß diese Bestimmung durch die Aufhebung von Artikel 3 § 2 des Gesetzes vom 26. März 1971 zur Folge gehabt habe, daß der König nicht mehr zuständig gewesen sei, in einer nationalen Angelegenheit Rechtsnormen zu erlassen.

A.2.2. Die Wallonische Regionalexekutive meint, der Klagegrund könne hinsichtlich seiner Auslegung der Zuständigkeitsverteilung im Bereich der wissenschaftlichen Forschung nicht widerlegt werden.

Der Klagegrund scheine also in rechtlicher Hinsicht begründet zu sein. Er sei hingegen insofern zu widerlegen, als er Artikel 11 falsch auslege, und zwar in dem Sinne, daß dieser Artikel die darin bezeichneten Bestimmungen ohne weiteres aufheben würde, ohne sich angeblich auf die zum Kompetenzbereich der Region gehörenden Angelegenheiten zu beschränken. In dieser Hinsicht entbehre der Klagegrund der faktischen Grundlage.

Die Wallonische Regionalexekutive beanstandet ferner die Inkohärenz infolge der Beschränkung der Klage auf Artikel 11 und erinnert daran, daß dieser Artikel im Anschluß an die Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates vom 14. Mai 1990 in den Dekretsentwurf aufgenommen worden sei. Der angefochtene Artikel könne nicht geprüft werden, ohne daß die übrigen Bestimmungen des Dekrets in Betracht gezogen würden, da die Wirksamkeit der letzteren die Wirksamkeit der ersteren beeinflusse. Er müsse dahingehend ausgelegt werden, daß er den Kompetenzbereich der Wallonischen Region - wie die übrigen Bestimmungen auch - nicht überschreite. Wenn der Hof der Ansicht sein sollte, daß für Artikel 11 auseinanderklaffende Auslegungen möglich seien, so müßte er, statt diesen Artikel für nichtig zu erklären, wie vom Ministerrat beantragt, ihm vielmehr eine Auslegung beimessen, die wegen der Zuständigkeit der Wallonischen Region die verfassungsmäßig einzig einwandfreie sei, und zwar jene Auslegung, die ihn entsprechend den Zuständigkeitsverteilungsvorschriften sinnvoll gestalten würde.

A.2.3. In seinem Erwidierungsschriftsatz meint der Ministerrat, daß der Hof der Wallonischen Regionalexekutive in deren Wunsch nach einer entsprechenden Auslegung nicht beipflichten könne. Diese entsprechende Auslegung wäre nur unter der Bedingung denkbar, daß für den beanstandeten Wortlaut vernünftigerweise mehrere Auslegungen möglich seien, d.h. wenn seine Bedeutung unklar sei. Eine solche Methode sei zurückzuweisen, wenn die Auslegung, die den Wortlaut in Einklang mit den verfassungsmäßigen Vorschriften bringe, nur

bei einer Verzerrung dieses Wortlauts möglich sei. Die zwingende und eindeutige Formulierung von Artikel 11 - der ohne jegliche Nuancierung die vom Nationalgesetzgeber angenommenen Bestimmungen « ersetzt » - erfordere ein radikales Vorgehen, d.h. die Nichtigerklärung; nur sie könne die Rechtssicherheit wiederherstellen.

Zweiter Klagegrund

A.3.1. Der zweite Klagegrund beruht auf der Verletzung der Artikel 107 *quater* der Verfassung, 6 § 1 VI Absatz 1 *4^o*, 6 *bis*, 9 und 92 *bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung. Die klagende Partei wirft Artikel 11 die Abschaffung des Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft vor.

Der Ministerrat behauptet, daß die durch Artikel 9 des Sondergesetzes vorgeschriebene Zuständigkeit der Gemeinschaften und Regionen für die Gründung öffentlicher Anstalten sich an ihre sachlichen Kompetenzen anschließen. Daraus ergebe sich, daß der wallonische Regionaldekretegeber nicht zuständig sei, eine öffentliche Anstalt abzuschaffen, deren Tätigkeit teilweise weiterhin zum Kompetenzbereich des Nationalgesetzgebers gehöre und daher für alle Regionen des Königreichs - einschließlich der Wallonischen Region - gelte. Außerdem erteile Artikel 6 *bis* § 3 des Sondergesetzes der nationalen Obrigkeit innerhalb bestimmter Grenzen die Zuständigkeit, für die wissenschaftliche Forschung in Angelegenheiten, die zum Kompetenzbereich der Gemeinschaften und Regionen gehörten, Initiativen zu ergreifen. Auch in dieser Hinsicht behalte das Institut für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft eine bedeutende Rolle bei.

A.3.2. Die Wallonische Regionalexekutive führt aus, daß der angefochtene Artikel das Institut für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft nicht abschaffe. In dieser Hinsicht weist sie darauf hin, daß der Artikel nicht « den Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 zur Gründung eines Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft » - Überschrift des Gesetzeserlasses - ersetze, sondern vielmehr « die Bestimmungen, die im Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 über die Beihilfen in Form von Zuschüssen, die durch die Industrie für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft gewährt werden, erwähnt sind. » Die unterschiedliche Terminologie zeige, daß die durch Artikel 11 vorgeschriebene Aufhebung nur die Bestimmungen bezüglich der Beihilfen an die Industrie durch das Institut für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft bezwecke, nicht aber die Abschaffung dieses Instituts oder gar des gesamten Gesetzeserlasses vom 27. Dezember 1944.

A.3.3. In seinem Erwidierungsschriftsatz erklärt der Ministerrat, den Argumenten der Wallonischen Regionalexekutive nicht beizupflichten, weil Artikel 11 « die Bestimmungen (aufhebt), die (...) im Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 über die Beihilfen in Form von Zuschüssen, die durch die Industrie für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft gewährt werden, erwähnt sind. » Dem Ministerrat leuchte nicht ein, auf welcher Grundlage die Wallonische Regionalexekutive behaupte, daß dieser Satz in Wirklichkeit nur die Bestimmungen bezüglich der Beihilfen bezwecke, nicht aber die Abschaffung des Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft oder gar des gesamten Gesetzeserlasses vom 27. Dezember 1944. Auf jeden Fall sei es nicht Aufgabe des Hofes, den jeweiligen Normgebern neu bearbeitete Fassungen von zur Prüfung vorgelegten Texten zu vermitteln.

Dritter Klagegrund

A.4.1. Der dritte Klagegrund wird subsidiär vorgebracht. Er beruht auf der Verletzung der Artikel 107 *quater* der Verfassung, 2 und 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung. Der Ministerrat kritisiert den Umstand, daß der angefochtene Artikel 11 die Aufhebung nicht auf die Wallonische Region beschränken soll. Demzufolge bittet der Ministerrat den Hof, für Recht zu erkennen, daß Artikel 11 die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften insofern verletze, als die Aufhebung der darin bezeichneten Bestimmungen das Gebiet der Wallonischen Region übersteige.

A.4.2. Die Wallonische Regionalexekutive behauptet, der dritte Klagegrund stimme im Prinzip mit der These der Wallonischen Region überein, weil darin gebeten werde, die sogenannte Technik der entsprechenden bzw. angleichenden Auslegung anzuwenden. Die Wallonische Regionalexekutive erklärt, der ihrer Ansicht nach widersprüchlichen Formulierung dieses Klagegrunds nicht beizupflichten zu können. Der Ministerrat ersuche nämlich den Hof, für Recht zu erkennen, daß Artikel 11 die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften insofern verletze, als die Aufhebung über das Gebiet der Wallonischen Region hinausgehe, was überhaupt keine verfassungsmäßige Auslegung sei.

A.4.3. In seinem Schriftsatz erinnert der Ministerrat daran, daß der Klagegrund den Fall bezwecke, in dem der Hof der Meinung sein sollte, daß die Wallonische Region die durch Artikel 11 bezeichneten Bestimmungen habe aufheben können, oder daß die Wallonische Region sie nur insofern habe aufheben können, als diese Aufhebung nur für die regionalen Angelegenheiten gelte. Der Ministerrat meint, daß eine solche Entscheidung nicht ausreichen würde, denn sie beziehe sich lediglich auf die sachliche Zuständigkeit. In diesem Fall müßte der Hof auch auf Nichtigerklärung « *ratione loci* » erkennen. Der Ministerrat meint, die ins Auge gefaßte Technik sei nur eine Variante der entsprechenden bzw. angleichenden Auslegung; es handele sich im Grunde um die beiden Seiten derselben Medaille.

— B —

Bezüglich der gesamten Klagegründe

B.1. Artikel 6 *bis* §§ 1 und 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, eingeführt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, verteilt die Zuständigkeit für die Regelung der wissenschaftlichen Forschung unter den verschiedenen Normgebern nach dem sogenannten System der Parallelausübung der ausschließlichen Zuständigkeiten; jeder Normgeber - der Nationalgesetzgeber, der Gemeinschaftsdekretegeber und der Regionaldekretegeber - ist zuständig für die Regelung der wissenschaftlichen Forschung hinsichtlich der Angelegenheiten, die zu seinem Kompetenzbereich gehören. Bei der somit zustande gebrachten Zuständigkeitsverteilung gibt es allerdings eine Ausnahme: Artikel 6 *bis* § 3 des vorgenannten Sondergesetzes erlaubt es nämlich der nationalen Obrigkeit, in zwei Fällen und unter Beachtung des vorgeschriebenen Verfahrens Initiativen zu ergreifen, Strukturen zu schaffen und Finanzmittel vorzusehen für die wissenschaftliche Forschung, in den Angelegenheiten, die zum Kompetenzbereich der Gemeinschaften bzw. der Regionen gehören.

B.2.1. Der Ministerrat wirft Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 vor, daß diese Bestimmung drei Rechtsnormen aufheben würde, die die nationale Obrigkeit in die Lage versetzen, ihre Zuständigkeit im Bereich der wissenschaftlichen Forschung auszuüben. Auf diese Weise habe der wallonische Regionaldekretegeber sowohl eine sachliche Zuständigkeit - die auf die wissenschaftliche Forschung bezüglich der regionalen Angelegenheiten beschränkt sei - als auch eine örtliche Zuständigkeit - die nicht über das Gebiet der Wallonischen Region hinausgehen könne - überschritten.

Sich auf den Wortlaut des angefochtenen Artikels basierend, bestreitet die Wallonische Regionalexekutive, daß der betroffene Artikel den Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 zur Gründung eines Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft (I.R.S.I.A.) insgesamt oder insofern, als er sich auf das I.R.S.I.A. bezieht, aufgehoben hätte.

B.2.2. Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 bestimmt, daß Artikel 25 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung sowie der königliche Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Durchführung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung aufgehoben werden. Er hebt auch den

Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 zur Gründung eines Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft insgesamt auf. Das Wort « über » nach « 27. Dezember 1944 » zeigt deutlich, daß es sich um den « Gesetzeserlaß » handelt, nicht aber um die Bestimmungen bezüglich der Beihilfen. Der Regionaldekretegeber ist nicht dafür zuständig, ohne weiteres einige Bestimmungen des vorgenannten Gesetzeserlasses aufzuheben.

B.3. Der Hof stellt fest, daß Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 folgendes ohne weiteres aufhebt :

- Artikel 25 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung,
- den Gesetzeserlaß vom 27. Dezember 1944 zur Gründung eines Instituts für die Förderung der wissenschaftlichen Forschung in der Industrie und der Landwirtschaft,
- den königlichen Erlaß vom 2. Februar 1982 über die Durchführung von Aktionen und Programmen technologischer Neuerung.

Somit nimmt Artikel 11 der nationalen Obrigkeit Rechtsnormen, auf deren Grundlage sie im gesamten Königreich einschließlich der Wallonischen Region ihre Zuständigkeiten im Bereich der wissenschaftlichen Forschung ausüben kann.

B.4. Der Hof stellt fest, daß die von der Wallonischen Regionalexekutive beantragte entsprechende Auslegung die Doppeldeutigkeit der Tragweite der Aufhebung des Gesetzeserlasses vom 27. Dezember 1944 nicht beseitigen kann. Die Artikel 1 bis 10 des Dekrets hingegen sind so auszulegen, daß sie die wissenschaftliche Forschung, die sich auf die regionalen Angelegenheiten bezieht, für das Gebiet der Wallonischen Region regeln. Innerhalb derselben Grenzen heben sie implizit aber gewiß die damit im Widerspruch stehenden Gesetzesbestimmungen auf.

Die beiden hauptsächlich vorgebrachten Klagegründe sind begründet.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

erklärt Artikel 11 des Dekrets der Wallonischen Region vom 5. Juli 1990 « relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies » (über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien) für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 7. Mai 1992, durch die vorgenannte Besetzung, in der der gesetzmäßig verhinderte Richter M. Melchior gemäß der heutigen Anordnung der amtierenden Vorsitzenden I. Pétry durch den Richter P. Martens ersetzt worden ist.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Die Vorsitzende,
I. Pétry.

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 92 — 1500

15 JANUARI 1992. — Ministerieel besluit
betreffende de schriftelijke weigering tot individuele begeleiding door een psycho-medisch-sociaal centrum

De Gemeenschapsminister van Onderwijs,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986, de decreten van 5 juli 1989, 31 juli 1990, 21 december 1990 en 27 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1962, tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 16, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 augustus 1981 en 2 september 1985 en de besluiten van de Vlaamse Executieve van 31 juli 1990 en 19 december 1991,

Besluit :

Artikel 1. Bij de eerste inschrijving van een leerling in een onderwijsinstelling, in een centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs of in een erkende vorming voor de vervulling van de deeltijdse leerplicht, behorend tot het werkgebied van een centrum, ontvangt de leerling een schriftelijke mededeling met inlichtingen over de psycho-medisch-sociale begeleiding. Indien de leerling minderjarig is wordt die mededeling overhandigd aan de persoon die er de ouderlijke macht over uitoefent.

Art. 2. De schriftelijke mededeling dient minstens volgende gegevens te bevatten :

- de naam en het adres van het begeleidende centrum;
- het net waartoe dit centrum behoort;
- informatie over de specifieke werking;
- de manier waarop de individuele begeleiding kan geweigerd worden.

Art. 3. De weigering tot individuele begeleiding dient te gebeuren op een formulier naar het model in bijlage. Dit formulier zal aan alle ouders bij het begin van het schooljaar worden bezorgd.

Ingevulde formulieren worden in drievoud verstuurd naar de directeur van het centrum.

Eén exemplaar van het formulier moet bewaard worden in het centrum. Eén exemplaar wordt opgestuurd aan de onderwijsinstelling waar de leerling ingeschreven is. Het derde exemplaar is bestemd voor de persoon die de weigering kenbaar maakte.

Art. 4. De weigering tot individuele begeleiding moet in het centrum bewaard worden in een dossier op naam van de betreffende leerling. Dit dossier mag geen persoonlijke gegevens bevatten die verkregen zijn na de datum van het indienen van de weigering tot individuele begeleiding.